

# Voile: la polémique se poursuit, Macron appelle à ne pas "stigmatiser nos concitoyens"

Paris, 16 oct. 2019 (AFP) -

Face à la polémique grandissante sur le port du voile, qui agite aussi la majorité, Emmanuel Macron a appelé mercredi à ne pas "stigmatiser" les musulmans, en dénonçant un "raccourci fatal" entre lutte contre le terrorisme et islam.

"Faisons bloc et ne nous divisons pas pour lutter d'abord et avant tout contre la radicalisation dans notre société, oeuvrons pour que la République soit partout", a ajouté le chef de l'État, lors d'une conférence de presse à l'issue d'un sommet franco-allemand à Toulouse, tout en appelant à "être intransigeant avec le communautarisme".

La mise au point a suivi celle du Premier ministre, qui avait tenté de clore le débat, d'abord mardi à l'Assemblée nationale, puis mercredi au Sénat.

Attaché à siffler la fin de la récréation, Édouard Philippe a répété devant les chambres parlementaires qu'il ne souhaitait pas "faire une loi sur les accompagnants scolaires", pointant plutôt "l'enjeu" des "dérives communautaires" et de la "déscolarisation".

Le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, qui a affirmé dimanche que "le voile en soi n'est pas souhaitable dans notre société", a lui aussi tenté mercredi d'éteindre l'incendie, en assurant qu'il y avait "des sujets beaucoup plus importants relatifs à la laïcité".

Las. Les deux camps continuent de s'affronter, à fleurets de moins en moins mouchetés, au sein même de la majorité sur un sujet aussi inflammable que récurrent en France, qui a été relancé vendredi lorsqu'un élu du Rassemblement national (RN) a invectivé une mère voilée en pleine séance du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

Cette dernière a décidé mercredi de porter plainte à Dijon pour "violences en réunion à caractère raciale" et à Paris pour "provocation à la haine raciale", a annoncé le Collectif contre l'islamophobie en France.

"Je considère que le voile islamique n'est pas l'avenir souhaitable de la culture et de la société française", a répété sur Europe 1 le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, tout en estimant qu'il n'y avait "pas nécessairement besoin de loi" en la matière.

La députée Aurore Bergé, porte-parole de LREM, s'est elle dite prête à voter une proposition de loi LR sur l'interdiction du voile lors des sorties scolaires. "Je suis cohérente avec des convictions que j'ai toujours eues.", a-t-elle déclaré à LCP.

Plusieurs députés LREM, dont Coralie Dubost, Cécile Rilhac, Eric Bothorel, Fannette Charvier et Amelia Lakrafi lui ont immédiatement répondu "Not in my name" ("pas en mon nom") sur Twitter.

- "C'est du racisme" -

Le député du Val-d'Oise Aurélien Taché, dont les critiques envers M. Blanquer ont conduit à la saisine du médiateur de LREM, persiste lui aussi. "Notre rôle de responsables politiques, c'est quand même de défendre la loi" qui n'interdit pas le voile pour les sorties scolaires, a-t-il estimé sur RMC.

Le Rassemblement national, qui lance une pétition pour l'interdiction du voile lors des sorties scolaires, s'est lui aussi tourné vers M. Macron à qui il a demandé de "faire respecter la volonté des Français" et de "légiférer pour interdire le port de signes religieux ostentatoires lors des sorties scolaires".

Le président du Sénat Gérard Larcher en avait appelé mercredi matin à Emmanuel Macron, qui devait, selon lui, s'exprimer sur la laïcité et la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.

Le vice-président du RN Jordan Bardella avait appelé sur LCI Emmanuel Macron à prendre "des mesures", jugeant "délirant" le discours d'Édouard Philippe "pour dire que tout va bien".

"Tout le monde est d'accord avec nous", répète-t-on à l'envi au RN en prenant appui sur un sondage Ifop-Fiducial diffusé lundi selon lequel 66% des Français sont favorables à l'interdiction de signes religieux ostensibles aux parents d'élèves qui accompagnent les sorties scolaires.

Le chef de l'État leur a indirectement répondu en début de soirée, en déplorant que "tout (ait) été confondu dans ce



PAYS :France  
SURFACE :108 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 16 octobre 2019 - Edition Fil Gen

débat". Plus tôt dans la journée, l'Élysée avait déjà fait savoir que le président jugeait "irresponsable et dangereux que certains responsables politiques fassent l'amalgame entre le port du voile et la radicalisation".

La gauche déplore une "stigmatisation" de la part de l'État. "Nos concitoyens musulmans en ont marre" et "ce n'est pas à l'État de stigmatiser une religion. Cette stigmatisation en réalité, c'est du racisme, disons-le clairement", a accusé sur Sud Radio le député insoumis Éric Coquerel.

el-jri-pab/ib/cam

TWITTER

Afp le 16 oct. 19 à 22 34.